

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1905 DU 20 DECEMBRE 2024

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société MILLET-SAMABLAN

Commune de Sainte-Marie-la-Blanche

LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 14 juin 2005 à la société MILLET-SAMABLAN de poursuivre l'exploitation de ses installations d'extrusion – soufflage, d'injection plastique et de pose de film plastiques et étiquettes dans son établissement sur le territoire de la commune de Sainte-Marie-la-Blanche ;

VU le courriel du 10 avril 2024 informant l'exploitant de la non-transmission des résultats de mesure exigés à l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé ;

VU le courrier du 15 novembre 2024 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et l'invitant à formuler ses observations éventuelles sous 15 jours ;

VU le courriel de l'exploitant du 29 novembre 2024 en réponse au projet de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est concerné par l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité qui demande la réalisation et la transmission des résultats de 3 campagnes de mesure des PFAS dans les rejets aqueux ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé prévoit que « *L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.* »

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a transmis aucun résultat de mesures ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces campagnes de mesures doivent être engagées rapidement pour que les résultats soient transmis à l'inspection de manière à déterminer si le site peut être à l'origine de rejets en PFAS dans les eaux ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de réaliser ces campagnes de recherche de PFAS dans les rejets.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1er

La société MILLET-SAMABLAN est mise en demeure, pour son établissement situé sur la commune de Sainte-Marie-la-Blanche, de respecter l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, dans les délais suivants :

- 2 mois à compter de la notification du présent arrêté concernant la transmission à l'inspection des installations classées des résultats commentés de la première campagne (*déclaration dans GIDAF*) ;
- 4 mois à compter de la notification du présent arrêté concernant la transmission à l'inspection des installations classées des résultats commentés des trois campagnes d'analyses (*déclaration dans GIDAF*)

Article 2 - Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voie de recours

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans un délai, prévu à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4 - Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de la Côte-d'Or pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Côte-d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Sainte-Marie-la-Blanche.

Fait à Dijon

Le préfet

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

Signé

Denis BRUEL